

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/9
10 septembre 2003

(03-4735)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: espagnol

ALLOCUTION DE S.E. M. LUIS ERNESTO DERBEZ MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU MEXIQUE ET PRÉSIDENT DE LA CINQUIÈME SESSION

En novembre 2001, à Doha, les Ministres de tous les Membres de l'OMC se sont engagés à lancer un vaste cycle de négociations visant à consolider et à approfondir la libéralisation des échanges partout dans le monde, en s'attachant tout particulièrement à favoriser le développement des régions les plus pauvres.

Presque deux années se sont écoulées depuis, et il me semble que l'engagement que nous avons pris à Doha est plus important que jamais. À l'heure actuelle, le monde se trouve dans une conjoncture économique difficile, marquée par la faiblesse de la croissance économique, la contraction des échanges commerciaux et la diminution des flux d'investissements étrangers directs. Le cadre juridique et institutionnel qui régit actuellement le commerce mondial ne nous permet pas de profiter pleinement des possibilités de croissance associées aux échanges internationaux.

Dans des situations comme celle que nous vivons aujourd'hui, les pressions politiques visant à freiner, voire à faire reculer, le processus de réforme économique et de libéralisation des échanges s'accroissent, non sans effet, puisque nous observons dans bien des parties du monde des tendances protectionnistes qui se dessinent plus clairement chaque jour.

Céder aux pressions serait la pire manière de réagir aux défis du moment. Mais soyons réalistes: si nous n'arrivons pas à formuler d'autres solutions réelles et viables qui donnent un élan au développement dans le monde, il sera difficile de bien résister à ces tentations.

D'où l'importance historique du Programme de Doha pour le développement: il offre des solutions viables au problème du développement, des avantages concrets pour les régions les plus pauvres, une manière de faire participer tous les habitants de la planète à la prospérité que le commerce peut apporter, comme il en a fait la preuve. Le potentiel que recèle le Cycle de Doha pour ce qui est de stimuler le développement va bien au-delà de ce que nous appelons communément les questions de développement. De fait, les avantages les plus importants sont associés aux préoccupations essentielles de l'OMC: l'accès aux marchés et des règles claires, qui permettent de faire participer effectivement les pays en développement aux courants d'échanges et aux flux d'investissements, au lieu de les priver des possibilités qui y sont associées.

Aujourd'hui, nous ouvrons la Conférence ministérielle qui se situe à mi-parcours par rapport à la conclusion du cycle. Nous devons faire un bilan de la situation dans laquelle nous nous trouvons, mais notre tâche consiste également à donner une impulsion et une orientation aux travaux, pour faire en sorte d'atteindre l'objectif que nous nous sommes donné dans le délai et suivant les conditions que nous avons fixés à Doha.

Si nous voulons maintenir le cap, il est impératif que nous parvenions à des résultats concrets au cours de la présente Conférence ministérielle. Les deux dernières années nous ont montré que

cette tâche n'est pas facile: nous devons tous supporter des coûts politiques considérables qui font qu'il est difficile de rapprocher nos positions et d'arriver à des accords.

Parallèlement, la leçon que nous pouvons tirer de ces deux années est que la seule manière de parvenir à un ensemble de résultats acceptable pour tous est que chacun d'entre nous apporte sa contribution au processus.

Nous avons commencé à agir dans ce sens: l'accord auquel nous sommes arrivés récemment sur la question de l'accès aux médicaments est la preuve que nous sommes capables de travailler ensemble et de nous entendre sur un objectif commun.

S'agissant des autres questions essentielles que nous devons régler cette semaine, il nous faudra travailler dans le même esprit. La contribution qui est demandée à chacun des Membres est différente, mais la difficulté et la complexité de la tâche sont les mêmes pour tous:

- Les pays développés doivent déployer des efforts plus grands que ceux qu'ils ont faits jusqu'à présent pour assurer des conditions de concurrence égales sur les marchés agricoles. Les subventions – tant internes qu'externes – et les tarifs doivent être supprimés ou réduits substantiellement pour que les pays en développement puissent profiter de leurs avantages comparatifs en matière de production agricole, dont ils ne peuvent tirer parti à l'heure actuelle en raison des distorsions des marchés, à tel point que cela met en péril l'existence de leur population rurale.
- Sans aucun doute, l'agriculture est au centre du Cycle de Doha. Pour le meilleur ou pour le pire, les résultats que nous obtiendrons dans les autres domaines dépendront en bonne partie des avancées dans les négociations sur l'agriculture. Cela étant, l'initiative revient avant tout à ceux qui ont le plus à faire dans le domaine de l'agriculture.
- Le traitement spécial et différencié est un autre thème pour lequel la plus grande partie des efforts incombe aux pays développés. Nous avons effectué des avancées sur ce thème au cours des derniers mois, mais nous devons les consolider cette semaine.
- J'ai commencé par parler des efforts que doivent faire les pays développés. Néanmoins, cela ne signifie pas qu'ils soient les seuls à devoir apporter leur pierre à l'édifice. Au contraire, une grande partie des avantages que le cycle actuel pourrait comporter pour les pays en développement résulterait de la libéralisation des courants d'échanges entre les pays en développement eux-mêmes, notamment en ce qui concerne les produits industriels. Là aussi, la réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires permettra à chacun des Membres de l'OMC de tirer parti de ses avantages comparatifs.

Évidemment, les pays développés doivent eux aussi réduire les droits de douane – spécialement élevés – qu'ils appliquent à certains produits qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement.

Aussi bien dans le domaine de l'agriculture qu'en ce qui concerne l'accès aux marchés des produits non agricoles, la Conférence ministérielle qui s'ouvre aujourd'hui représente une occasion unique de nous entendre sur les grandes lignes que nous devons suivre pour les négociations à l'avenir. Nous avons la responsabilité, dans les jours qui viennent, de focaliser les débats sur les deux thèmes et de jeter les bases d'un accord final ambitieux et équilibré.

Si nous y parvenons, il sera beaucoup plus facile de trouver une solution proportionnée, comme nous devons le faire, au sujet des autres grandes questions dont est saisie la Conférence ministérielle, je veux parler des quatre questions de Singapour. À cet égard, l'idée d'élargir et de renforcer le système de règles commerciales multilatérales se heurte à l'idée que nous devrions accorder la priorité aux questions qui intéressent au premier chef l'OMC. Nous n'avons pu nous mettre d'accord sur la suite à donner à aucune de ces questions, mais je suis persuadé que nous pouvons le faire dans le cadre du programme plus vaste dont nous conviendrons dans les jours à venir.

Je n'ai pas le sentiment que ces négociations puissent être considérées comme un conflit Nord-Sud. Il faut simplement que chacun d'entre nous fasse le travail nécessaire dans le domaine qui lui revient. Le vrai leader, au Nord comme au Sud, devra se montrer apte à faire de véritables compromis pour que nous puissions obtenir un système multilatéral plus solide et plus vigoureux. Il y va de notre intérêt à tous, riches et pauvres, grands et petits.

Pour terminer, permettez-moi de rappeler le principe très important qui, à mon avis, devra présider aux travaux que nous réaliserons cette semaine: le strict respect des engagements que chacun d'entre nous a pris dans la Déclaration de Doha.

Si nous nous en tenons à ce principe et que nous abordons notre tâche avec sérieux et animés d'un esprit constructif, nous serons en mesure de parvenir à des résultats positifs et concrets cette semaine.

Le sort du Programme de Doha pour le développement est entre nos mains. Nous avons l'occasion, une occasion qui ne se présente qu'une fois à chaque génération, de renforcer le système de règles commerciales et de faire participer pleinement les pays en développement aux avantages du commerce international.

Profitons de cette occasion. Montrons, par des faits concrets, que la solution des problèmes des pays les plus pauvres passe par la libéralisation et la réforme économique, et non pas par l'immobilisme et l'isolement. Assurons-nous que tous tirent avantage du commerce, et par-dessus tout ceux qui en ont le plus besoin. En un mot, tenons les promesses que nous avons faites à Doha.
